

1. La communication et le Nouvel ordre mondial : stratégies de démocratisation¹

par Marc Raboy

Introduction : **invention d'une nouvelle menace**

Un nouvel ordre mondial est en train de naître, mais ce n'est pas celui que l'on avait prévu.

L'écroulement du « bloc de l'Est » à la fin des années quatre-vingt et la fin concomitante de la « guerre froide » ont marqué l'apparition du capital multinational en tant que force dominante dans un monde à marché unique.

Peu après, l'éclatement de la guerre dans le golfe Persique nous a permis de découvrir les contours politiques cachés de ce nouvel ordre.

Dans un contexte où les Etats-Unis d'Amérique sont désormais l'unique superpuissance mondiale, l'ancien soi-disant « Tiers monde » s'est substitué au « communisme » en tant que menace et comme défi.

Mais les divisions créées par des siècles d'inégalité sociale et économique continuent de déranger le « premier monde » (aussi appelé « l'Occident ») – comme l'a révélé, par exemple, la révolte des nations amérindiennes contre l'emprise de l'Etat au Canada – sans parler de sa nouvelle périphérie, l'Europe centrale, qui se trouve confrontée à des choix politiques qui lui laissent un avenir incertain.

Evolution probablement la plus significative, l'ancien Tiers monde s'est lui-même divisé entre pays riches et pays pauvres, nouvellement développés et sous-développés, avec des clivages régionaux et idéologiques qui estompent les modèles traditionnels d'alignement.

Dans un sens très profond, la communication, et plus particulièrement les mass-media, jouent un rôle clé dans le nouveau contexte qui émerge.

Emergence de « classes communicatrices » potentiellement despotiques

Aujourd'hui, les changements politiques et sociaux sont inextricablement liés aux changements dans les capacités de production et de distribution des systèmes de communication, à la fois en tant qu'infrastructure de l'organisation sociale et en tant que marchands de culture de masse.

Les rapports entre les blocs transnationaux de pouvoir, entre les nations, entre les groupes sociaux au sein des nations, entre les diverses catégories de groupes sociaux par-delà les frontières nationales, et finalement entre les individus, se définissent tous par leur position relative dans l'environnement de la communication. On ne peut isoler les us et les coutumes de la vie quotidienne de la structure et de l'organisation de l'ordre communicatif.

En dépit de leur potentiel libérateur, les mass-media modernes ont contribué à la création de nouveaux échelons de stratification sociale – les classes communicatrices – qui, à leur tour, engendrent de nouvelles formes de domination.

En tant que citoyens de la terre qui aspirent à la démocratie, à l'égalité et à la justice sociale, nous devons développer des stratégies face à ce problème.

Les despotes et les démagogues, autant que les démocrates, reconnaissent que la capacité à contrôler la communication constitue un élément clé du pouvoir politique. Depuis un certain temps déjà, les industries de la communication et de la culture sont devenues des maillons importants dans la restructuration du capital mondial et des blocs de pouvoir.

En réponse au pouvoir médiatique (parfois appelé l'impérialisme culturel) de l'Occident (principalement des Etats-Unis), les communautés nationales du monde entier ont tenté d'occuper, de protéger et de développer leurs propres espaces communica-

tifs et culturels. Même les pays européens les plus avancés ont eu de grandes difficultés à le faire.

Les efforts déployés par les nationalistes de la communication et de la culture et les débats qu'ils ont menés indiquent qu'il existe une conscience politique large des enjeux. Toutefois, les positions nationalistes autant que celles anti-impérialistes cachent des faits contradictoires : de nombreuses communautés nationales ont opté pour des moyens institutionnels qui prétendent favoriser des productions culturelles pluralistes alors qu'elles sont hautement centralisatrices, monopolistiques et répressives à l'égard de leurs propres minorités. Au sein de pratiquement tous les systèmes nationaux de communication, les partisans officiels d'un nouvel ordre reproduisent chez eux le modèle de domination qu'ils dénoncent sur la scène internationale.

Dans son rapport de 1980, *Voix multiples, un seul monde*, la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication de l'UNESCO, présidée par Sean MacBride, a fait remarquer ce problème. Parmi les questions abordées dans le Rapport MacBride, on trouve la nécessité d'une plus grande démocratisation dans toutes les sociétés, tant au Nord qu'au Sud. Les systèmes de communication reflètent la nature des sociétés où elles fonctionnent et les rapports inégaux intégrés aux principaux systèmes de communication du monde contemporain constituent un problème fondamental pour la démocratie. Le rapport souligne :

« One barrier (to the democratization of communication) that exists almost everywhere is the structure of vertical communication, where the flow runs from top to bottom, where the few talk to the many about the needs and problems of the many from the standpoint of the few... (This is) particularly the case in developing countries, but also true for social and cultural minorities in both industrialized and developing countries...² »

Sous le direct, la propagande

Alors que nous écrivons ces lignes, la guerre dans le golfe Persique nous offre le meilleur exemple de l'impuissance du public consommateur d'information, impuissance qui découle de l'aliénation du public aux institutions qui génèrent l'information sur la planète.

- La propagande des mass-media a suscité l'appui à la guerre dans la population civile des deux côtés. Elle a fait monter les tensions par la rhétorique, censuré l'information sur les véritables

coûts humains de la guerre et, en général, entravé plutôt que facilité une discussion rationnelle sur la principale question posée : la folie des règlements des problèmes politiques par la guerre.

- Pour la première fois dans l'histoire des conflits armés, un média apparemment sans Etat - CNN - dont le président a affirmé : « nous couvrirons la fin du monde, en direct »³, est devenu un fournisseur d'information de premier plan. Pendant la phase diplomatique du conflit, CNN était la principale voie de communication entre les belligérants. Par la suite, et paradoxalement, vu son pays d'origine, l'Irak a fait de CNN le télédiffuseur officiel de son point de vue à l'étranger.

- En conséquence, le conflit a semblé se dérouler en direct, en temps réel. Mais ce n'était qu'une illusion. On a présenté le prélude à la guerre selon le modèle généralement réservé à un match sportif non prévu. Une fois commencées, les hostilités ont été expurgées et réduites à des données statistiques semblables aux scores d'un jeu vidéo. Des commentateurs ont évoqué la dimension humaine invisible, mais le célèbre pouvoir visuel de la télévision ne s'est jamais centré sur la réalité de la guerre⁴.

- Au nom de la sécurité nationale et militaire, la propagande a joué un rôle crucial en se substituant à l'information publique et a rendu impossible tout débat public. On avait l'impression que l'on se faisait dire que les problèmes étaient beaucoup trop importants pour que leur résolution soit laissée à la plèbe, et que seuls les militaires, les technocrates et les diplomates étaient habilités à décider.

- Encore davantage qu'à tout autre moment de l'histoire moderne, les médias nous ont révélé le fossé entre ce que les gens voulaient - la paix - et ce que les dirigeants politiques s'étaient engagés à faire - la guerre. En Occident, la couverture à satiété des prises de position des dirigeants nationaux favorables à la guerre tel le président George Bush, le défilé « d'experts » se prononçant sur la futilité probable de l'exercice militaire allié, et l'absence apparente de voies efficaces pour canaliser l'opposition populaire vers des résultats politiques ont accentué le sentiment général d'impuissance du public. Les médias ont présenté l'opposition à la guerre comme si elle n'était qu'un fait divers en marge de l'événement principal, la guerre elle-même qu'ils couvraient par la diffusion des communiqués officiels et des dépêches censurées de journalistes dont l'accès au front était étroitement contrôlé.

- En général, sous la surabondance des informations, les observateurs critiques se sont rendu compte à quel point ils étaient réellement peu informés. On ne pouvait que regarder. Sans

instrument d'intervention, on a dû se contenter de manifestations d'ethnocentrisme, de chauvinisme, de ramboïsme... et des aveux d'impuissance de la part des médias.

Par contre, malgré les contraintes auxquelles ils étaient soumis, les médias auraient pu se placer à l'avant-garde du mouvement pour la paix, non pas quelques années après les faits comme à l'époque du Viêt-nam, mais au tout début, lorsque l'impact aurait pu se faire sentir. Ils auraient pu stimuler un dialogue public. Ils auraient pu présenter un portrait juste de l'horrible réalité de la guerre et affirmer que la guerre n'est pas une solution acceptable aux conflits. Ils auraient pu contribuer à la communication interculturelle au lieu de parler du conflit en termes de « nous » et d'« eux ».

Ils se sont plutôt alignés, comme toujours, sur les gouvernements et ont joué le rôle « d'appareils idéologiques d'Etat », dans le sens classique de cette expression.

Façon de penser, pensée façonnée

Dans une analyse stimulante, qui constitue une mise à jour de leur livre sur le rôle des médias en temps de crise et publié à la fin des années 1970, les chercheurs français Armand et Michèle Mattelart illustrent la façon dont les pratiques et les processus de la communication de masse ont suivi les changements géo-politiques et macro-économiques de la dernière décennie.

Selon A. et M. Mattelart, les médias ont acquis un « statut stratégique » dans la redéfinition de l'espace public et du processus démocratique. Ceci devient évident en particulier en temps de « crise » – qui est elle-même un des éléments clés de restructuration des sociétés et de la géopolitique modernes⁵.

Mais même – et peut-être plus particulièrement – en temps normal, la communication médiatique constitue un facteur clé de structuration dans la société. Les médias façonnent notre vision du monde et nous suggèrent qu'il est important de penser à certaines choses alors que d'autres sont marginales. Ils transforment la vie politique en spectacle et nous prédisposent à la consommation.

– L'importance des médias est un corollaire de la médiatisation croissante de tous les niveaux de la vie sociale.

– Les technologies de la communication et leurs produits – de même que les processus qui leur sont reliés – transforment effectivement le tissu social dont ils font partie.

- Les médias sont les principales institutions de l'espace public dans lesquelles la vie sociale démocratique évolue.

Ainsi, il est indiscutablement essentiel de comprendre les forces et les tendances qui influencent les médias.

Contre la communication marchandise

Les années quatre-vingt ont été caractérisées par la réduction à l'état de marchandise des industries culturelles et par la réduction draconienne de l'espace public de la communication. En conséquence, l'environnement actuel des médias dans le monde possède les caractéristiques suivantes :

- globalisation des marchés et des structures économiques et industrielles ;

- retrait des Etats nationaux des médias publics et tendance à la monopolisation par les transnationales du secteur privé ;

- diminution du contrôle public sur l'activité des entreprises médiatiques, par le biais de la déréglementation ;

- une uniformisation des contenus malgré la multiplicité des véhicules de diffusion.

En somme, l'époque actuelle est marquée par la concentration, la marchandisation et le glissement vers un système médiatique mondial homogène où le commercial remplace le public, où le citoyen est réduit à l'état de consommateur. Que ce soit à l'échelle mondiale ou aux niveaux national, régional ou local, cet état de fait donne aux entrepreneurs des médias un type de pouvoir dont les politiciens ne peuvent que rêver.

La multiplication des canaux dans le secteur crucial de l'audiovisuel a fragmenté les publics. Elle mine l'ancienne hégémonie des monopoles nationaux de télédiffusion. Entre temps, la croissance des capacités de diffusion a créé un nouveau problème dramatique : que diffuser sur tous ces canaux ? Jusqu'ici, les médias dominants de production n'ont pas su relever le défi. En témoigne la crise économique que vit une partie importante de la télévision traditionnelle (celle diffusée par les ondes hertziennes). En même temps, des groupes alternatifs sont apparus mais jusqu'à maintenant, avec quelques exceptions notables comme on pourra le constater ailleurs dans ce livre, ils n'occupent pas un espace significatif.

Il reste à mener une lutte autour du développement des nouvelles technologies et sur leur future utilisation sociale. Ici, les changements dans le rôle du capital et de l'Etat sont décisifs. Il ne faut pas

accepter que l'Etat se retire du champ socioculturel ; il devrait plutôt adapter son rôle au nouveau contexte, en redistribuant au secteur non commercial la richesse productive générée par le marché, et en s'assurant, dans l'ensemble, que tous les médias jouent une fonction sociale.

Malgré le sombre tableau brossé du milieu dominant des médias, nous savons aussi que les gens ne sont pas « manipulés » par la version de la réalité, spectaculaire et souvent plutôt frauduleuse, que leur présentent les médias. Les gens comparent plutôt leur expérience de vie avec ce qui leur est présenté et peuvent en fait avoir beaucoup de plaisir à inventer leur propre culture. Le rôle social et politique que les gens donnent aux médias n'a bien souvent rien à voir avec le sens fixé dans les messages par leurs producteurs.

Toutefois, agir de la sorte ne constitue qu'une sorte d'équivalent culturel de la résistance passive. Bien que cette résistance soit louable lorsqu'il n'y a pas d'autre voie, il faudrait contester, en dernière analyse, la prédominance du pouvoir du capital et du pouvoir d'Etat. Cette contestation signifie une approche à la question de la communication qui cherche à définir des stratégies de résistance et de transformation.

En Europe centrale, on réinvente la société civile, et avec elle, de nouveaux espaces sociaux pour la communication. Il s'avère essentiel que nous qui sommes arrivés à maturité dans « l'Occident » des années soixante et soixante-dix nous leur indiquions, en solidarité, les dangers de la communication commerciale comme substitut aux médias autoritaires étatiques. Il faut espérer que nos amis d'Europe centrale résisteront à la tentation facile de substituer un modèle inadéquat à un autre et qu'ils profiteront du moment historique pour inventer autre chose.

« Je suis partisan de la « politique antipolitique », écrit le président tchécoslovaque Vaclav Havel, c'est-à-dire non pas la politique en tant que technologie du pouvoir et de la manipulation, non pas en tant qu'autorité cybernétique sur les humains ou art de l'utile, mais plutôt la politique comme une façon de chercher et de réussir à donner un sens à nos vies, à protéger et à servir celles-ci. Je suis en faveur d'une politique qui serait une morale pratique au service de la vérité, qui serait de prendre soin de nos semblables d'une façon essentiellement humaine et humainement mesurée. Je suppose que dans notre monde, c'est une approche extrêmement incommode et difficile à appliquer dans la vie de tous les jours. Néanmoins, je ne connais pas de meilleure alternative. »

On serait tenté de substituer le mot « communication » à celui de « politique » dans la citation ci-dessus.

ciens de quatorze pays et de dix-huit organismes non gouvernementaux, ont participé à cette conférence convoquée par la Fédération des journalistes d'Afrique du Sud (Federation of South African Journalists) en collaboration avec l'Organisation internationale des journalistes (International Organization of Journalists) et la Fondation sur les médias des pays non alignés (Media Foundation of the Non Aligned).

D'après les participants et les observateurs à la conférence, on a insisté sur une plus forte orientation vers les groupes de base (par opposition à l'approche intergouvernementale de la décennie précédente). Tout comme à l'époque du Rapport MacBride, le mot clé demeure « le droit de communiquer », mais ce droit se définit dorénavant comme un droit humain, tant pour les individus que pour les communautés, et dans cette redéfinition, la question de la souveraineté culturelle des nations semble désormais occuper une place moins prépondérante. Cette prise de position constitue plus qu'une simple nuance et elle sera appréciée en particulier par les membres de minorités nationales et culturelles vivant au sein d'Etats où ils subissent des rapports de dépendance à l'égard d'une majorité dominante.

La Déclaration de Harare, adoptée à cette rencontre, reflète cette nouvelle approche. Par exemple, dans sa discussion sur les stratégies à adopter pour promouvoir le nouvel ordre mondial, la déclaration insiste sur des valeurs comme la coopération, le pluralisme et la décentralisation. Dans son analyse du rôle actuel des mass-media, la table ronde a non seulement reconnu l'importance des médias pour la souveraineté nationale, le développement économique et l'identité culturelle, mais elle a aussi montré sa préoccupation à l'égard des forces sociales naissantes qui travaillent pour l'émancipation culturelle. Enfin, la déclaration a introduit un nouveau concept qui mérite d'être exploré plus à fond, en parlant de « l'écologie culturelle » engendrée par la communication à l'échelle globale.

Une rencontre comme le colloque de Vidéo Tiers monde sur la communication alternative et les alternatives de développement constitue un autre exemple de cette nouvelle tendance. Une impression intéressante s'est dégagée du symposium, à savoir qu'il est possible de donner un sens nouveau à la traditionnelle dichotomie entre le Nord et le Sud. Alors que les sociétés transnationales géantes contrôlent de plus en plus les réseaux mondiaux de communication de masse, et alors que les frontières nationales se font de plus en plus floues et moins efficaces pour définir les différences, ceux qui cherchent à élever leurs voix pour s'opposer au pouvoir et à la domination se rendent compte que leur base

Nous vivons l'internationalisation de la vie publique en même temps que l'apparition, de pair avec la globalisation du capital et de l'économie, d'une nouvelle moralité internationaliste (c'est-à-dire transnationale) et communautaire où tous les espoirs étaient permis – jusqu'à ce qu'éclate la guerre du Golfe.

En effet, dans un très court laps de temps, moins d'un an, l'euphorie engendrée par l'écroulement du communisme autoritaire s'est transformée en désarroi devant la guerre, ce qui nous rappelle que la principale contradiction dans les relations internationales des années quatre-vingtdix est entre le Nord et le Sud et non entre l'Est et l'Ouest.

Du NOMIC à « l'écologie culturelle »

Bien sûr, cette contradiction se trouvait déjà à l'origine du débat sur le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, débat lancé dans les années soixante-dix par le groupe des pays non alignés au sein de l'UNESCO et qui a abouti au Rapport MacBride.⁸

De nombreux pays occidentaux, et notamment les Etats-Unis, ont sévèrement critiqué le contenu d'un grand nombre de recommandations de ce rapport en faveur de la réduction des inégalités dans le domaine de la communication, principalement entre les pays « développés » et moins développés. Ceci s'est avéré un facteur important dans la décision des Etats-Unis, et plus tard de la Grande-Bretagne, de se retirer de l'UNESCO. Par contre, pour beaucoup de gens de par le monde, ce rapport soulignait la place centrale qu'occupe la communication par rapport aux problèmes de l'inégalité et à leur solution, et donc par rapport à la démocratie.

Pendant que la situation à l'UNESCO se dégradait suite au retrait américain et britannique au milieu des années quatre-vingt, le débat sur le nouvel ordre semblait agoniser. Dans un sens formel, le débat animé par l'UNESCO au cours des années soixante-dix et quatre-vingt était profondément enraciné dans la logique de la diplomatie internationale et des rapports entre les Etats qui cherchaient à affirmer leur souveraineté nationale. Ce débat a cédé sa place, aujourd'hui, à un débat qui est plutôt préoccupé par les rapports entre les peuples et par la solidarité internationaliste.

Une rencontre internationale tenue à Harare au Zimbabwe en octobre 1989 (la MacBride Round Table on Communication) a représenté un moment important dans la relance et la réorientation de cette discussion. Des professionnels, spécialistes et politi-

En effet, rares sont ceux qui agissent dans les cinq domaines, mais ce n'est pas ce que je préconise. Il s'agit plutôt pour tous de reconnaître l'importance mutuelle de chaque domaine et de chercher à maximaliser leur complémentarité.

Ces cinq domaines sont :

1. L'analyse critique permanente et continue des processus, des produits et des institutions de la communication de masse.

Il s'agit d'un rôle de grande envergure pour les chercheurs professionnels ainsi que pour les profanes : surveiller les changements dans l'économie politique de la communication et développer des aperçus nouveaux sur les rapports entre les institutions médiatiques, leurs produits et leurs publics. Connaître et comprendre qui possède quoi, qui dit quoi à qui, et comment c'est reçu, constituent une des bases cruciales de l'appropriation du secteur de la communication de masse. Cette démarche est un soutien déterminant au travail des enseignants et des militants, de même qu'elle est essentielle pour aider les gens des médias à mieux comprendre le contexte dans lequel ils travaillent. Dans le meilleur des cas, la recherche peut aussi informer les décisions politiques qui, en dernière instance, détermineront le type de média que nous aurons.

Une communauté internationale de chercheurs, composée de spécialistes critiques, travaille depuis le début des années soixante-dix au moins (bien que les efforts de certains d'entre eux remontent plus loin). Une organisation clé, l'Association internationale des études et recherches sur l'information (AIERI), comptant plus de mille membres issus du monde entier, a joué un rôle de premier plan dans tous les débats des dernières vingt années⁽¹⁾. Fait encore plus important, les membres de cette association sont inmanquablement mêlés aux discussions sur les politiques et aux activités de soutien à la communauté dans leurs propres pays. L'Union for Democratic Communications, créée en 1981 pour promouvoir toutes les facettes de la communication démocratique, possède des liens militants encore plus importants, comptant dans ses rangs de nombreux praticiens et praticiennes de la communication alternative aussi bien que des chercheurs⁽²⁾.

2. L'éducation médias, ou offrir aux communautés des outils de base nécessaires pour comprendre les médias, les utiliser et comprendre leur effet sur la vie de tous les jours.

Jusqu'à nouvel ordre, la plupart des citoyens de la terre recevront des médias dominants la majeure partie de leurs informations sur le monde. Il faut traduire les connaissances spécialisées, acquises par l'intervention décrite au point précédent, en éléments

